ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

Coordinatiewet 32)

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 17 octobre 1959, d'une demande d'avis sur un projet de loi "conférant au Roi le pouvoir d'étendre l'application de toute modification du statut pécuniaire des membres du corps enseignant des Universités de l'Etat, au statut pécuniaire du personnel enseignant civil de l'Ecole royale militaire", a donné le 27 octobre 1959 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 17e oktober 1959 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "waarbij de Koning er toe gemachtigd wordt elke wijziging aan het bezoldigingsstelsel van de leden van het onderwijzend korps der Rijksuniversiteiten insgelijks op het bezoldigingsstelsel van het burgerlijk onderwijzend personeel der Koninklijke Militaire School toe te passen", heeft de 27e oktober 1959 het volgend advies gegeven :

Le projet complète l'article 3 de la loi du 1er juillet 1948 relative au statut et aux rétributions du personnel enseignant civil de l'Ecole royale militaire, tel qu'il a été remplacé par la loi du 26 mars 1955.

Cet article fixe le régime pécuniaire des professeurs et chargés de cours civils de l'Ecole royale militaire.

Le statut pécuniaire de ces membres du corps enseignant est, depuis longtemps, presque identique à celui des professeurs et chargés de cours des universités de l'Etat.

La loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat a modifié le statut pécuniaire des professeurs et chargés de cours. Ces modifications furent également apportées aux dispositions relatives aux professeurs et chargés de cours de l'Ecole royale militaire par la loi du 26 mars 1955; celle-ci remplaça l'article 3 de la loi du 1er juillet 1948 par de nouvelles dispositions reprenant presque textuellement les articles 36, 37, 38, 41, 43, 44 et 47 de la loi du 28 avril 1953.

Lors des travaux préparatoires de la loi du 26 mars 1955, la commission de la Défense nationale du Sénat souhaita "qu'à l'avenir les modifications aux rétributions du personnel enseignant civil de l'Ecole royale militaire se fassent simultanément avec les modifications aux traitements du corps enseignant des universités de l'Etat".

Selon le rapport de cette commission, "cette procédure éviterait l'insertion dans la loi rétablissant le parallélisme entre les traitements des deux catégories de professeurs visés, de dispositions relatives à la rétroactivité qui peuvent désavantager le personnel enseignant civil de l'Ecole royale militaire" (Session 1954-1955, Sénat, Doc. n° 135 - Document cité dans l'exposé des motifs du projet).

Pour arriver à ce que le régime pécuniaire des professeurs et chargés de cours civils de l'Ecole royale militaire soit modifié en même temps et de la même manière que celui des professeurs et chargés de cours des universités de l'Etat, le projet insère dans l'article 3 de la loi du 1er juillet 1948, modifiée par la loi du 26 mars 1955, un paragraphe 6 rédigé comme suit :

"§ 6. Par dérogation aux dispositions qui précèdent, le Roi peut, moyennant les adaptations nécessaires, étendre au statut pécuniaire du personnel enseignant civil de l'Ecole royale militaire, l'application de toute modification apportée au statut pécuniaire des membres du corps enseignant des universités de l'Etat".

\+

\+ \+

Il résulte de l'exposé des motifs du projet que le Gouvernement désire maintenir le parallélisme le plus complet possible entre les deux régimes pécuniaires . Cette intention est conforme au souhait formulé par le Parlement.

.../...

Le projet ne répond pas parfaitement à cette intention, car il laisse au Roi le pouvoir de décider si, oui ou non, les modifications apportées au statut pécuniaire des membres du corps enseignant des Universités de l'Etat seront rendues applicables aux professeurs et chargés de cours civils de l'Ecole royale militaire. Le projet, de plus, donne au Roi le pouvoir d'apporter à de telles modifications, les adaptations nécessaires, sans préciser de quelles adaptations il peut s'agir.

\+

\+ +

Comme le projet ne donne pas au Roi le pouvoir de modifier les dispositions législatives qui fixent le statut pécuniaire du personnel enseignant civil de l'Ecole militaire, il en résulte que, pour connaître le régime pécuniaire de ces professeurs, il faudra confronter l'article 3 de la loi du 1er juillet 1948, modifiée par la loi du 26 mars 1955, les dispositions réglementaires prises en application du projet et le statut pécuniaire des professeurs des Universités de l'Etat.

Un tel éparpillement des textes est à éviter.

\+

\+ +

.../...

Le régime pécuniaire des professeurs et des chargés de cours civils de l'Ecole royale militaire diffère de celui des professeurs des Universités de l'Etat sur deux points :

1° l'allocation accordée aux membres des jurys d'examen par l'article 48 de la loi du 28 avril 1953 n'est pas prévue pour les membres des jurys de l'Ecole royale militaire;

2° le mode de calcul des traitements des chargés de cours n'est pas exactement le même dans les deux régimes. La loi du 28 avril 1953 prévoit que, pour avoir un traitement de "full-time", le chargé de cours doit notamment donner un enseignement d'au moins cinq heures par semaine; d'autre part, le chargé de cours "part-time" jouira d'un traitement forfaitaire de 22.500 francs par heure de cours hebdomadaire entière.

De son côté, la loi du 1er juillet 1948, modifiée par celle du 26 mars 1955, dispose que, pour recevoir un traitement de "full-time", le chargé de cours à l'Ecole royale militaire doit notamment donner un enseignement d'au moins 150 heures par an; elle prévoit d'autre part que le chargé de cours "part-time" jouira d'un traitement forfaitaire de 750 francs par heure.

Ces modes de calcul reviennent au même puisque l'année académique comprend trente semaines de cours (arrêté royal du 3 octobre 1953 portant règlement général des Universités de l'Etat, articles 1er et 12). Les chargés de cours, qu'ils soient attachés à une Université de l'Etat ou à l'Ecole royale militaire, bénéficieront du même traitement.

/

Toutefois, la loi du 28 avril 1953 prévoit un traitement forfaitaire de 22.500 francs par heure de cours hebdomadaire entière pour le chargé de cours "part-time" des Universités de l'Etat. Elle ne contient aucune disposition concernant le chargé de cours qui donne un enseignement de moins de 30 heures par an.

Suivant les renseignements qui ont été donnés au Conseil d'Etat, il n'y a pas pour l'instant , à l'Ecole royale militaire, de chargés de cours donnant un enseignement de moins de 30 heures par an. Par contre, le cas existe à l'Ecole de guerre; en vertu de l'arrêté du Régent du 11 septembre 1947, modifié par l'arrêté du Régent du 22 octobre 1948, "les membres civils du personnel enseignant (de l'Ecole de guerre) bénéficient des mêmes rétributions que celles prévues pour l'Ecole royale militaire".

C'est donc, semble-t-il, en raison de l'existence à l'Ecole de guerre de chargés de cours donnant un enseignement de moins de 30 heures que le traitement des chargés de cours "part-time" de l'Ecole royale militaire a été fixé autrement que celui des chargés de cours "part-time" des Universités de l'Etat.

.../...

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil d'Etat suggère une solution qui répondrait aux intentions du Gouvernement et ne soulèverait pas de difficulté au point de vue de la dispersion des textes; elle consisterait à remplacer l'article 3 de la loi du 1er juillet 1948, modifiée par la loi du 26 mars 1955, par le texte proposé ci-après; ce texte constituerait l'article 2 du projet.

\+

\+ +

L'article 2, alinéa dernier, de la loi du 1er juillet 1948, qui traite de l'obligation de résidence, dispose :

"Le chargé de cours qui donne un enseignement ne comportant pas le nombre minimum d'heures de prestations tel qu'il est défini par l'alinéa 3 de l'article 3 ci-dessous, n'est pas tenu par cette obligation".

La référence à l'alinéa 3 de l'article 3 n'est plus exacte depuis que la loi du 1er juillet 1948 a été modifiée par la loi du 26 mars 1955.

Il y aurait lieu d'apporter à cet alinéa la modification nécessaire.

\+

\+ +

.../...

Tenant compte des observations ci-dessus, le Conseil d'Etat propose de rédiger le projet comme suit :

PROJET DE LOI MODIFIANT LA LOI DU 1er JUILLET 1948 RELATIVE AU STATUT ET AUX RETRIBUTIONS DU PERSONNEL ENSEIGNANT CIVIL DE L'ECOLE ROYALE MILITAIRE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er.-

L'article 2, dernier alinéa, de la loi du 1er juillet 1948 relative au statut et aux rétributions du personnel enseignant civil de l'Ecole royale militaire, est remplacé par la disposition suivante :

"Le chargé de cours qui donne un enseignement ne comportant pas cent cinquante heures par an, n'est pas tenu par cette obligation".

Article 2.-

L'article 3 de la même loi, modifiée par la loi du 26 mars 1955, est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"Article 3. Les professeurs et les chargés de cours de l'Ecole royale militaire bénéficient du même régime pécuniaire que les professeurs et chargés de cours des Universités de l'Etat sous les réserves suivantes :

1° ils ne bénéficient pas de l'allocation pour participation aux jurys d'examen;

2° les chargés de cours qui donnent un enseignement de moins de trente heures par année, jouissent d'un traitement forfaitaire par heure de cours, fixé au trentième du traitement alloué par heure de cours hebdomadaire entière aux chargés de cours pour lesquels l'enseignement ne constitue qu'une charge accessoire".

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Het ontwerp strekt tot aanvulling van artikel 3 van de wet van 1 juli 1948 betreffende het statuut en de bezoldiging van het burgerlijk onderwijzend personeel der Koninklijke Militaire School, zoals het werd gewijzigd bij de wet van 26 maart 1955.

Dit artikel regelt de bezoldiging van burgerlijke hoogleraren en docenten aan de Koninklijke Militaire School.

Sinds lang is de bezoldigingsregeling van deze leden van het onderwijzend personeel nagenoeg dezelfde als die van hoogleraren en docenten aan Rijksuniversiteiten.

De wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs in de Rijksuniversiteiten heeft de bezoldigingsregeling van hoogleraren en docenten gewijzigd. Deze wijzigingen werden door de wet van 26 maart 1955 ook aangebracht in de bepalingen betreffende de hoogleraren en docenten aan de Koninklijke Militaire School; evengenoemde wet heeft artikel 3 van de wet van 1 juli 1948 vervangen door een nieuwe bepaling, die de artikelen 36, 37, 38, 41, 43, 44 en 47 van de wet van 28 april 1953 bijna letterlijk overnam.

Tijdens de parlementaire voorbereiding van de wet van 26 maart 1955 sprak de senaatscommissie van landsverdediging de hoop uit, "dat de wijzigingen in de bezoldigingen van het burgerlijk onderwijzend personeel voortaan gelijktijdig met de wijzigingen in de wedden van de professoren der Rijksuniversiteiten zouden geschieden".

.../...

Het verslag van deze commissie zei : "een dergelijke regeling zou voorkomen dat, in de wet tot herstel van het parallellisme tussen de wedden van beide categorieën van professoren, bepalingen worden opgenomen betreffende de terugwerking, die het burgerlijk onderwijzend personeel van de Koninklijke Militaire School kunnen benadelen" (zitt. 1954-1955, Senaat Doc. nr 135 - aangehaald in de memorie van toelichting bij het ontwerp).

Om te bereiken dat de bezoldigingsregeling van de burgerlijke hoogleraren en docenten aan de Koninklijke Militaire School terzelfdertijd en op dezelfde wijze zou worden gewijzigd als die van hoogleraren en docenten aan Rijksuniversiteiten, voegt het ontwerp in artikel 3 van de wet van 1 juli 1948, gewijzigd bij de wet van 26 maart 1955, een als volgt gestelde paragraaf 6 in :

"§ 6. In afwijking van voren aangehaalde bepalingen, kan de Koning elke wijziging aan het bezoldigingsstelsel van de leden van het onderwijzend korps der Rijksuniversiteiten, mits de nodige aanpassingen, insgelijks toepassen op het bezoldigingsstelsel van het burgerlijk onderwijzend personeel der Koninklijke Militaire School".

\+

\+ \+

Uit de memorie van toelichting bij het ontwerp blijkt, dat de Regering een zo volledig mogelijk parallellisme tussen beide bezoldigingsregelingen wil behouden. Deze bedoeling valt samen met de door het Parlement uitgedrukte wens.

.../...

Het ontwerp brengt deze bedoeling niet volledig tot uiting, want het laat de Koning de bevoegdheid over om te beslissen, of de wijzigingen aangebracht aan de bezoldigingsregeling van de leden van het onderwijzend personeel der Rijksuniversiteiten toepasselijk zullen worden verklaard op de burgerlijke hoogleraren en docenten aan de Koninklijke Militaire School. Bovendien draagt het ontwerp de Koning bevoegdheid op om in zodanige wijzigingen de vereiste aanpassingen aan te brengen, zonder op te geven om welke aanpassingen het kan gaan.

\+

\+ +

Aangezien het ontwerp de Koning geen bevoegdheid verleent tot het wijzigen van wetsbepalingen die de bezoldigingsregeling van het burgerlijk onderwijzend personeel van de Militaire School vaststellen, zal hij die de bezoldigingsregeling van die hoogleraren wil kennen, artikel 3 van de wet van 1 juli 1948, gewijzigd bij de wet van 26 maart 1955, de verordenende bepalingen vastgesteld bij toepassing van het ontwerp en de bezoldigingsregeling van de hoogleraren aan Rijksuniversiteiten, aan elkaar moeten toetsen.

Een zodanige versnippering van de teksten moet worden vermeden.

\+

\+ +

.../...

De bezoldigingsregeling van de burgerlijke hoogleraren en docenten aan de Koninklijke Militaire School verschilt op twee punten van die van de professoren aan Rijksuniversiteiten :

1° de toelage welke artikel 48 van de wet van 28 april 1953 toekent aan de leden van examencommissies, wordt niet toegekend aan de leden van examencommissies van de Koninklijke Militaire School;

2° de wedden van de docenten worden in beide regelingen niet geheel op dezelfde wijze berekend; de wet van 28 april 1953 bepaalt dat docenten, willen zij een "full-time" wedde genieten, onder meer een onderwijs van ten minste vijf uur per week moeten geven; anderzijds geniet de "part-time" docent een forfaitaire wedde van 22.500 frank per volledig weekuur.

Van haar kant bepaalt de wet van 1 juli 1948, gewijzigd bij die van 26 maart 1955, dat een docent aan de Koninklijke Militaire School, om een "full-time" wedde te ontvangen, onder meer een onderwijs van ten minste 150 uren per jaar moet geven; zij bepaalt voorts dat de "part-time" docent een forfaitaire wedde van 750 frank per uur geniet.

Deze wijzen van berekening komen op hetzelfde neer, aangezien het academisch jaar dertig weken cursus omvat (koninklijk besluit van 3 oktober 1953 houdende algemeen reglement voor de Rijksuniversiteiten, artikelen 1 en 12). De docenten zullen, of zij aan een Rijksuniversiteit dan wel aan de Koninklijke Militaire School verbonden zijn, dezelfde wedde genieten.

.../...

De wet van 28 april 1953 kent echter een forfaitaire wedde van 22.500 frank per volledig weekuur toe aan de "part-time" docent van de Rijksuniversiteiten. Zij bevat geen enkele bepaling betreffende de docent die een onderwijs geeft van minder dan dertig uren per jaar.

Volgens aan de Raad van State verstrekte inlichtingen, zijn er thans bij de Koninklijke Militaire School geen docenten die een onderwijs van minder dan dertig uren per jaar geven. In de Krijgsschool daarentegen zijn er wel ; krachtens het besluit van de Regent van 11 september 1947, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 22 oktober 1948, "genieten de burgerlijke leden van het onderwijzend personeel (van de Krijgsschool) dezelfde bezoldigingen als deze die voorzien zijn voor de Koninklijke Militaire School".

Als dus de wedde voor "part-time" docenten aan de Koninklijke Militaire School anders werd bepaald dan voor "part-time" docenten aan de Rijksuniversiteiten, dan lijkt dit zo te zijn omdat er op de Krijgsschool docenten zijn die minder dan 30 uren les geven.

.../...

Met inachtneming van wat voorafgaat, geeft de Raad van State een oplossing in overweging die aan de bedoeling van de Regering beantwoordt en geen moeilijkheden doet rijzen ten aanzien van de versnippering der teksten, namelijk artikel 3 van de wet van 1 juli 1948, gewijzigd bij de wet van 26 maart 1955, te vervangen door de hierna voorgestelde tekst, die artikel 2 van het ontwerp zou worden.

\+

\+ +

Artikel 2, laatste lid, van de wet van 1 juli 1948, dat betrekking heeft op de verplichting tot vestiging, bepaalt :

"De docent die een onderwijs geeft dat minder bedraagt dan het bij alinea 3 van onderstaand artikel 3 voorziene minimum aantal uren prestaties, is door die verplichting niet gebonden".

De verwijzing naar het derde lid van artikel 3 is niet meer nauwkeurig sedert de wet van 1 juli 1948, die bij de wet van 26 maart 1955 werd gewijzigd.

In dit lid brenge men de vereiste wijzigingen aan.

\+

\+ +

.../...

Met inachtneming van al deze opmerkingen stelt de Raad van State voor, het ontwerp als volgt te lezen :

ONTWERP VAN WET TOT WIJZIGING VAN DE WET VAN 1 JULI 1948 BETREFFENDE HET STATUUT EN DE BEZOLDIGING VAN HET BURGERLIJK ONDERWIJZEND PERSONEEL DER KONINKLIJKE MILITAIRE SCHOOL.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Landsverdediging is gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen waarvan de tekst volgt :

Artikel 1.-

Artikel 2, laatste lid, van de wet van 1 juli 1948 betreffende het statuut en de bezoldiging van het burgerlijk onderwijzend personeel der Koninklijke Militaire School wordt door de volgende bepaling vervangen

"De docent die een onderwijs geeft van minder dan honderdvijftig uren per jaar, is door die verplichting niet gebonden".

.../...

Artikel 2.-

Artikel 3 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 26 maart 1955, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 3.- De hoogleraren en docenten aan de Koninklijke Militaire School genieten dezelfde bezoldigingsregeling als de hoogleraren en docenten aan Rijksuniversiteiten, onder het volgende voorbehoud :

1° zij genieten niet de toelage voor deelneming aan de examencommissies ;

2° docenten die een onderwijs van minder dan dertig uren per jaar geven, genieten een forfaitaire wedde per lesuur bepaald op een dertigste van de wedde die per volledig weekuur wordt toegekend aan docenten voor wie het onderwijs slechts een nevenbetrekking is".

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L.MOUREAU, conseillers d'Etat,
G.HOLOYE, raadsheren van State,

F.DUCHENE, assesseurs de la section de législation,
F.VAN GOETHEM, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C.ROUSSEAUX, greffier adjoint, — griffier.
adjunct-griffier, — griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.
Le rapport a été présenté par M.F.REMION, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.
Het verslag werd uitgebracht door de H.F.REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, — LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) C.ROUSSEAUX. — (s.) J.SUETENS.